

Publications périodiques

Comptes annuels

Monabanq

Société Anonyme au capital de 7 500 000 €.
Siège social : Parc de la Haute Borne 61, Avenue Halley, 59650 Villeneuve d'Ascq.
341 792 448 R.C.S. Lille Métropole

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et extraordinaire du 30 mai 2018

I. — Bilan

(En milliers d'euros)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales	23	42
Créances sur les établissements de crédit	332 071	432 255
- <i>A vue</i>	21 918	18 886
- <i>A terme</i>	310 153	413 369
Opérations avec la clientèle	96 856	105 802
- <i>Autres concours à la clientèle</i>	96 097	105 260
- <i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	759	542
Obligations et autres titres à revenu fixe	29 401	28 932
Participations et autres titres détenus à long terme	315	331
Immobilisations incorporelles	177	178
Immobilisations corporelles	116	160
Autres actifs	4 628	3 796
Comptes de régularisation	1 470	1 528
Total de l'actif	465 057	573 024
Passif	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	30 991	160 819
- <i>A vue</i>	991	819
- <i>A terme</i>	30 000	160 000
Opérations avec la clientèle	396 974	369 951
- Comptes d'épargne à régime spécial	326 557	320 567
- <i>A vue</i>	310 942	304 564
- <i>A terme</i>	15 615	16 003
- Autres dettes	70 417	49 384
- <i>A vue</i>	70 417	49 384
- <i>A terme</i>		
Autres passifs	14 748	20 839
Comptes de régularisation	7 907	9 060
Provisions	1 631	1 962
Dettes subordonnées	0	0
Capitaux propres hors FRBG	12 806	10 393
<i>Capital souscrit</i>	7 500	17 000
<i>Primes d'émission</i>	2 775	2 775
<i>Réserves</i>	11 117	2 865
<i>Provisions réglementées</i>	1	1
<i>Report à nouveau</i>	0	-6 291
<i>Résultat de l'exercice</i>	-8 586	-5 957
Total du passif	465 057	573 024
Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement		
- Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
- Engagements en faveur de la clientèle	28 390	27 580
Engagements de garantie		
- Engagements en faveur d'établissements de crédit	230	230
- Engagements en faveur de la clientèle	3 210	3 275
Engagements reçus		
Engagements de financement		
- Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie		
- Engagements reçus d'établissements de crédit	115	115

II. — Compte de résultat.

(en milliers d'euros)

	31/12/17	31/12/16
Intérêts et produits assimilés	20 333	24 480
- Sur opérations avec les établissements de crédit	3 431	4 961
- Sur opérations avec la clientèle	11 292	13 530
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres intérêts et produits assimilés	5 610	5 989
Intérêts et charges assimilés	-1 907	-3 071
- Sur opérations avec les établissements de crédit	-279	341
- Sur opérations avec la clientèle	-2 116	-3 196
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres intérêts et charges assimilés	-71	-216
Commissions (produits)	7 162	6 651
Commissions (charges)	-2 823	-1 822
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	469	243
Autres produits d'exploitation bancaire	157	595
Autres charges d'exploitation bancaire	-150	-34
Produit net bancaire	23 241	27 042
Charges générales d'exploitation	-29 190	-30 592
Frais de personnel	-11 090	-10 241
Autres frais administratifs	-18 100	-20 351
Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-47	-57
Résultat brut d'exploitation	-5 996	-3 607
Coût du risque	-2 662	-2 421
Résultat d'exploitation	-8 658	-6 028
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	-8 658	-6 028
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	72	61
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	10
Résultat net	-8 586	-5 957

III. — Affectation du résultat.

« ...

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'imputer en totalité la perte de l'exercice 2017 s'élevant à 8 586 057,00 euros sur la réserve spéciale constituée à cet effet par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 décembre 2017.

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte de ce qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

... »

IV. — Annexe 2017.**I - Faits marquants de l'exercice**

Au cours de l'exercice 2017, Monabanq a fait l'objet d'une vérification de sa comptabilité par l'administration fiscale, portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016 pour l'ensemble des opérations susceptibles d'être examinées.

Ce contrôle s'est conclu par la remise à la société d'une proposition de rectification en date du 13 décembre 2017. Monabanq conteste à ce stade l'un des motifs de redressement proposés par l'administration. Assistée de ses conseils, la société estime disposer d'arguments suffisants pour obtenir gain de cause et n'a en conséquence pas enregistré de provisions au titre notamment des différences temporaires remises en question par l'administration.

En décembre 2017, l'Assemblée Générale a décidé :

- d'augmenter le capital d'une somme de 887 760 euros pour le porter de 17 000 000 euros à 17 887 760 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « autres réserves distribuables » ;
- de réduire le capital social de 21 387 760 euros, pour le ramener à la somme de 7 500 000 euros.

II - Principes comptables

Les comptes de monabanq. ont été établis conformément aux dispositions réglementaires, en particulier, telles qu'elles sont prévues par les dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

Les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que pour l'exercice précédent ont été retenues.

A - Créances sur la clientèle

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Monabanq identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains.

Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Monabanq, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Monabanq, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Monabanq.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Monabanq comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée.

Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt.

La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire.

Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

B - Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

En ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Monabanq ne détient que des titres de placement et/ou d'investissement.

- Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus values constatées sur les autres catégories de titres.

- Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles

que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent sauf exceptions pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

C - Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif.

Les principes retenus sont les suivants :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en autres immobilisations incorporelles et font l'objet d'un amortissement comptable de 5 à 7 ans.

Immobilisations corporelles

Agencements, aménagements et sécurité : 10 ans

Autres immobilisations : 4 à 5 ans

D - Provisions.

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

E - Produits et charges d'exploitation bancaire

Les produits et charges bancaires sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis, à l'exception des indemnités de retard sur dossiers de crédit qui sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

F - Opérations sur instruments financiers à terme

monabanq. a mis en place au 31 décembre 2017 des opérations de macro-couvertures correspondant aux opérations suivantes :

- Swaps, emprunteur Taux Variable, prêteur Taux Fixe

Ces différents engagements constituent des opérations de macro-couverture du risque de taux.

En effet, toutes ces opérations sur marchés à terme, de gré à gré, viennent s'adosser à des ressources à taux variable ou au renouvellement de ressources à taux fixe échues à court terme, et ceci afin de diminuer l'exposition de monabanq. à d'éventuelles hausses de taux.

En 2017, les charges et produits sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « autres intérêts et produits (charges) assimilés ».

G - Evénements post clôture

Néant

H - Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à monabanq. sont :

- la société qui contrôle l'entité monabanq. S.A. : COFIDIS Participations S.A.,
- les entités contrôlées par la société mère : la Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- les principaux dirigeants de monabanq S.A. ou de ses actionnaires

I - Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

La comptabilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est conforme à la note d'information du 28 février 2013 du Collège de l'Autorité des Normes Comptables.

Le montant du CICE, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous-compte des charges de personnel.

Le Crédit d'impôt compétitivité a permis de réaliser des actions de formation, pour accompagner les collaborateurs dans l'utilisation de nouveaux outils informatiques.

II - Notes sur le bilan

Actif (en milliers d'euros)

A - Créances sur les établissements de crédit

Ces créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes à vue *	21 918	18 886
Comptes à terme	309 579	412 549
Créances rattachées	573	820
Total	332 070	432 255

* dont Compte BFCM pour 21 638€

Échéancier au 31.12.2017 (hors créances rattachées)

En milliers d'euros	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances sur les établissements de crédit	331 498	99 498	10 000	187 000	35 000

B - Créances sur la clientèle

Ce poste s'analyse de la façon suivante au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros	Autres concours Clientèle	Comptes ordinaires Débiteurs	Total 2017	Total 2016
Encours sains	75 164	752	75 916	74 352
Encours dépréciés non douteux	2 604		2 604	3 560
Encours sains restructurés nets de décote	9 199	0	9 199	15 816
Encours douteux	29 595	890	30 485	38 055
Dépréciations	-21 286	-883	-22 169	-26 928
Encours nets	95 276	759	96 035	104 855
Créances rattachées	821	0	821	947
Encours totaux	96 097	759	96 856	105 802

Échéancier au 31.12.2017

En milliers d'euros	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle (encours sains)	87 719	7 184	20 957	58 631	947

En milliers d'euros	Ouverture 31/12/2016	Dotation/Reprise nette	Clôture 31/12/2017
Dépréciations	-26 928	-4 759	-22 169
<i>Dont</i>			
- Encours sains	-411		-327
- Encours douteux	-5 032		-4 085
- Enc. douteux compromis	-21 485		-17 757
Encours Nets	104 855		96 035

C - Obligations et autres titres à revenu fixe

Catégories de portefeuille En milliers d'euros	Valeurs brutes au bilan	Valeurs nettes au bilan	Valeur de remboursement	Durée résiduelle
Titres de placement				
Opérations et autres	15 000	14 713	15 000	4 mois
titres à revenu fixe	15 000	14 688	15 000	6 mois
Total du portefeuille 31/12/2017	30 000	29 401	30 000	
Montants au 31/12/2016	30 000	28 932	30 000	

Les obligations et autres titres à revenu fixe n'ont pas été émis par des organismes publics.

Aucune prime ou décote n'a été comptabilisée sur ces titres

Ces titres ne sont pas cotés et font l'objet d'une garantie en capital à 100% à l'échéance.

Monabanq ne détient aucun titre émis par des états.

La moins-value latente de 0,47M€ est intégralement provisionnée.

D - Immobilisations incorporelles et corporelles

En milliers d'euros	2017 Valeur brute	2017 Amortissements dépréciations	2017 Valeur nette	2016 Valeur nette
Immobilisations incorporelles	598	421	177	178
Inst. générales, agencts, aménagements divers	330	246	84	117
Matériel de transport	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	600	568	32	43
Immobilisations corporelles	930	814	116	160

E - Autres actifs

En milliers d'euros	2017	2016
Appel de marge	700	200
Dépôts de garantie versés	449	550
Avance permanente	1 310	1 378
Compte collectif Clients	13	25

Flux bancaires en attente	1 003	706
Etat, IS et/ou avances Pt libératoires	1 117	486
Divers	36	451
Total	4 628	3 796

Les flux bancaires en attente correspondent à des flux clients en instance de dénouement

F - Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	2017	2016
Charges constatées d'avance	57	15
Produits à recevoir	1 236	1 386
Flux bancaires en attente	177	127
Total	1 470	1 528

Les charges constatées d'avance et les produits à recevoir incluent les créances rattachées sur instruments de hors bilan.

Passif (en milliers d'euros)

G - Dettes envers les établissements de crédit

Ce poste se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes à vue	991	819
Dettes à terme	30 000	160 000
Total	30 991	160 819

Échéancier au 31.12.2017 (hors dettes rattachées)

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Comptes à vue	991	991			
Dettes à terme	30 000	30 000	0	0	0

H - Comptes créditeurs de la clientèle

Ce poste se décompose de la façon suivante

En milliers d'euros	2017	2016
Compte d'épargne à régime spécial		
- à vue	310 942	304 564
- à terme	15 615	16 003
Autres dettes		
- à vue	70 417	49 384
Total	396 974	369 951

Les comptes d'épargne à régime spécial sont constitués de Livrets ordinaires, Livrets Jeunes, de Livrets de Développement Durable, de Livrets d'Epargne Populaire et de Comptes A Terme.

I - Autres passifs

En milliers d'euros	2017	2016
Personnel et comptes rattachés	1 302	1 493
Fournisseurs	536	1 437
Etat, impôts et taxes	402	833
Divers	308	376
Appel de marge reçue	12 200	16 700
Total	14 748	20 839

J - Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	2017	2016
Charges à payer	4 956	5 739
Autres	2 951	3 321
Total	7 907	9 060

Les charges à payer sont principalement constituées de charges générales d'exploitation dont les refacturations à payer au GEIE SynerGIE ainsi que de dettes rattachées sur instruments de hors bilan.

K - Provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Dot. de la période	Reprise utilisée	Reprise non- utilisée	31/12/2017
- Provisions Litiges	800	293	565	0	528
- Provision retraite	545	47	0	0	592
- Médailles du Travail	105	0	0	0	105
- Int progressif CAT	512	0	106	0	406
Total des provisions	1 962	340	671	0	1 631

L - Capitaux propres (hors résultat de l'année)

Le capital social de monabanq. s'élève à 7 500 000 euros, il est composé de 468 750 actions d'un montant nominal de 15.20593 euros, entièrement libérées.
La prime d'émission consécutive à l'augmentation de capital de 1997 s'élève à 2 775 milliers d'euros.

Les réserves : la variation des postes réserves s'explique comme suit :

En milliers d'euros	31.12.16	Affectation du résultat 2016	Variations 2017	31.12.17
Capital(**)	17 000	0	-9 500	7 500
Prime d'émission	2 775	0		2 775
Réserve Légale	1 700	0		1 700
Autres Réserves distribuables (***)	1 122	0	-888	234
Réserve diverses (***)	0	0	9 139	9 139
Réserve indisponible(*)	44	0		44
Prov. Réglementées	1	0		1
Report à nouveau(**)	-6 291	-5 957	12 248	0
Total	16 351	- 5 957	10 999	21 393

(*) A la suite de la conversion du capital de monabanq. (banque Covefi) en unité euro, le 28 novembre 2001, la réduction de 43 571,45 euros qui en résulte a été affectée à un compte de réserve indisponible.

(**) Suite à l'application du règlement ANC n° 2111-2, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

(***) L'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 887 760 euros pour le porter de 17 000 000 euros à 17 887 760 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « autres réserves distribuables ».

Puis l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social de 21 387 760 euros, pour le ramener à la somme de 7 500 000 euros de la manière suivante :

- A hauteur de 12 248 616,39 euros, par résorption à due concurrence du report à nouveau déficitaire ;

- A hauteur de 9 139 143,61 euros, par dotation à un compte de réserve indisponible.

III - Notes sur les IFT et hors bilan

A - Instruments financiers à terme

Comptablement, toutes les opérations sont prises en compte dès leur conclusion, même si la période couverte est différée.

Macro couverture

- Swaps, à hauteur de 232 millions d'euros

Échéancier au 31.12.2017

En milliers d'euros	Total bilan	- d'un an	1 à 5 ans	> 5 ans
Swaps	232 000	20 000	177 000	35 000

B - Engagements de financement reçus

Au 31/12/2017, il n'existe plus d'accords de refinancement reçus.

C - Engagements donnés de financement en faveur de la clientèle

Les concours que la société s'est irrévocablement engagée à consentir en faveur de ses clients, lorsque ceux-ci en feront la demande (dans le cadre d'ouverture de crédit permanent) s'élèvent au 31/12/2017 à 28 390 milliers d'euros contre 27 580 milliers d'euros au 31/12/2016.

VI - Notes sur le compte de résultat

A - Intérêts et produits assimilés sur les opérations avec les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3 431	4 961
Total	3 431	4 961

B - Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle

Cette rubrique de 11 292 milliers d'euros s'entend du montant des affaires réalisées avec les tiers dans l'activité professionnelle normale et courante de l'entreprise.

C - Gains nets sur opérations sur titres de placement et assimilés

En milliers d'euros	2017	2016
Reprises de dépréciation	469	243
Total	469	243

D - Commissions

Les postes de charges se composent de :

En milliers d'euros	2017	2016
Opérations avec la clientèle	1 400	758
Prestations de services	1 423	1 064
Total	2 823	1 822

Les postes de produits se composent de :

En milliers d'euros	2017	2016
Opérations avec la clientèle	7 162	6 651
Total	7 162	6 651

E - Charges générales d'exploitation

Charges de personnel

En milliers d'euros	2017	2016
Salaires et traitements	6 758	6 197
Charges sociales	2 831	2 601
Charges fiscales	1 006	961
Intéressement et participation	495	482
Total	11 090	10 241

CICE

Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 357 K€ au titre de l'exercice 2017. Le Crédit d'impôt compétitivité a permis de réaliser des actions de formation, pour accompagner les collaborateurs dans l'utilisation de nouveaux outils informatiques.

Autres frais administratifs

En milliers d'euros	2017	2016
Locations diverses	1 113	1 174
Refacturation groupe	4 236	4 406
Frais informatiques	2 370	3 364
Autres charges (dont budget marketing)	10 381	11 407
Total	18 100	20 351

F - Coût du risque

En milliers d'euros	2017	2016
Dotation aux dépréciations (y compris la décote)	-5 781	-6 825
Reprise de dépréciations	12 262	14 503
Reprise nette	-6 481	-7 678
Perte sur créances	-9 970	-10 959
Récupérations sur créances amorties	827	860
Coût du risque	-2 662	-2 421

G - Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	2017	2016
Résultat courant avant impôt	-8 658	-6 028
Provisions réglementées	0	10
Impôt sur les bénéfices	72	61
Résultat net	-8 586	-5 957

Monabanq est intégré fiscalement depuis le 28/03/2011 au sein du groupe portée par la société Cofidis participations.

VI - Autres informations

A - Effectif

L'effectif moyen du personnel en 2017 est de :

Cadres	56
Techniciens des métiers de la banque	133
Total	189

B - Rémunérations des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction. Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

C - Informations sur les engagements de retraite

L'ensemble des engagements de retraite de monabanq. est provisionné dans les comptes annuels.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que jubilés, médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique Provisions pour retraites et autres avantages.

Les hypothèses retenues sont ; Taux d'actualisation : 1.2 %, Taux d'augmentation : 2 %, Table mortalité : INSEE

D - Publicité des honoraires des commissaires

En milliers d'euros (hors TVA)	Cabinet MAZARS		Cabinet PWC	
Audit :				
- Commissariat aux comptes, certification et examen des comptes individuels	38		46	
- Missions accessoires				
Sous-total	38	45 %	46	55 %
Autres prestations :				
- Juridique, fiscal et social				
- Technologie de l'information				
- Audit interne				
- Autres	3		3	
Sous-total	3	50 %	3	50 %
Total	41	46 %	49	54 %

Soit 90K€ de provisions globales.

E - Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier, et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009, imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et activités dans les Etats ou territoires n'ayant pas conclu de convention d'assistance administrative avec la France (accords destinés à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires).

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2017, monabanq. n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs

F- Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs

(R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 12 261 comptes pour 3 709 284.24 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier: 516 comptes pour 317 521.25 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

G – Divers

monabanq. est consolidé depuis le 2 Octobre 2009 au niveau de COFIDIS PARTICIPATIONS, dont le siège social se situe rue du Halley, Parc de la haute Borne à Villeneuve d'Ascq.

H - Proposition d'affectation des résultats 2017

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

- affectation de la perte, soit 8 586 057 euros en réserves diverses

I - Informations relatives aux parties liées

Les conditions de transactions avec les parties liées sont conclues dans des conditions normales de marché.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Actionnaires

MONABANQ SA

Parc de la Haute Borne
61 Avenue Halley
59650 Villeneuve d'Ascq

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MONABANQ SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de Cofidis Participations (ci-après « le comité d'audit »).

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé : Dépréciations au titre du risque de crédit (Note 2.A de l'annexe)

Risque identifié

De par son activité d'établissement de crédit spécialisé dans le crédit à la consommation, Creatis S.A. constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non-recouvrement. Comme détaillé dans la note 2.A de l'annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces dépréciations, qui s'élèvent à 22 millions d'euros au 31 décembre 2017, constitue un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison du recours à la modélisation statistique précitée. En effet, la pertinence de l'évaluation des dépréciations dépend de la méthodologie appliquée, de son adéquation avec les normes comptables applicables en France et de la qualité des données historiques utilisées.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos travaux ont consisté à apprécier l'adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances douteuses sur la clientèle de détail.

Nous avons :

- pris connaissance des procédures de contrôle interne afférent au processus de calcul des dépréciations de ces créances ;
- testé l'efficacité des contrôles relatifs à ces processus ;
- évalué l'adéquation de ces modèles avec les normes comptables applicables en France.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux prévues par les dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise. En conséquence, nous ne pouvons attester de l'existence dans ce rapport des informations requises ni de l'exactitude et de la sincérité des informations sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Monabanq S.A. par l'assemblée générale du 30 Mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 Mai 1993 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la vingt-quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 3 mai 2018

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Alexandre Decrand

Mazars
Anne Veaute

Vincent Rambaux

VI. — Rapport de gestion

« Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Monabanq, situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve d'Ascq ».